

ZÄIT FIR ENG **NEI POLITIK**



NOTRE TÊTE DE LISTE, LUC FRIEDEN.

Homme politique, avocat, père de
Famille > S. 2

LOGEMENTS ABORDABLES.

Construire plus, rapide et abordable.
> S. 4

PLUS EN POCHE.

Moins d'impôts pour plus de pouvoir
d'achat > S. 5

NOS CANDIDATS.

Portraits de nos candidats
> S. 8

LISTE

4



NORDEN

CHÈRES LUXEMBOURGEOISES, CHERS LUXEMBOURGEAIS,

Les élections d'octobre détermineront l'avenir de notre pays.

Et ce, dans un contexte géopolitique et économique difficile. La terrible guerre en Ukraine, l'organisation future de l'Europe et le changement climatique ne sont que quelques-uns des grands défis qui exigent une vision d'avenir forte pour notre pays. Selon nous, une telle vision inclut une intégration européenne à plusieurs vitesses – sur le modèle de Schengen –, le renforcement de l'OTAN en tant qu'alliance pour la sécurité et la démocratie, ainsi qu'une politique de commerce extérieur géographiquement diversifiée.

Notre objectif pour les années à venir est de faire du Luxembourg un pays moderne avec une forte cohésion sociale. L'économie, le social et l'écologie doivent se développer main dans la main. Sans une économie compétitive et durable, il ne peut y avoir de progrès social ni de transition écologique et numérique réussie.

OUI, IL EST TEMPS DE CHANGER DE POLITIQUE.

En termes de compétitivité économique par rapport à nos voisins européens, le Luxembourg a récemment été rétrogradé à la vingtième place par l'institut suisse IMD, derrière des pays comme le Danemark, l'Irlande ou les Pays-Bas. Le Luxembourg devrait être en mesure de

SE CLASSER DANS LE TOP 10 DE CES ÉCONOMIES.

Nous devons revoir notre législation, notamment en ce qui concerne les procédures et l'organisation du temps de travail, et essayer de faire des progrès substantiels dans le domaine des infrastructures et de la numérisation. Nous devons réduire de 20% les charges administratives des entreprises. Nous devons également soutenir davantage les jeunes qui commencent leur vie professionnelle en leur offrant un kit de démarrage favorable sur le plan fiscal et une plus grande flexibilité dans l'organisation du temps de travail. Sans une croissance durable et inclusive, nous ne pourrions pas maintenir notre niveau de vie et notre système de sécurité sociale.

Pour notre pays, nous souhaitons une politique sociale forte et efficace, qui lutte efficacement contre la pauvreté et l'exclusion sociale, et non pas une politique du « gratuit pour tous », qui n'est pas socialement juste et qui n'est pas financable à moyen terme. En investissant massivement dans les énergies renouvelables, nous voulons

ACCÉLÉRER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE,

qui est si importante pour la lutte contre le changement climatique. Sans sécurité, il n'y a ni liberté ni prospérité. C'est pourquoi il faut davantage de moyens pour améliorer la lutte contre la criminalité et renforcer la présence de la police dans nos localités.

Face à la crise du marché du logement et au coût élevé de la vie, nous voulons augmenter le pouvoir d'achat en réduisant la charge fiscale. La gravité de la situation sur le marché du logement exige des décisions urgentes qui n'ont malheureusement pas été prises au cours des dix dernières années. Grâce à différentes mesures fiscales et à quelques modifications de procédures, nous voulons augmenter substantiellement l'offre de logements et agir ainsi sur les prix et la pénurie de logements.

De grands progrès doivent également être réalisés dans le domaine de la formation aux compétences de l'économie de demain ainsi que dans le domaine de la mobilité. Il faut surtout accélérer l'amélioration du réseau

ferroviaire ainsi que la construction de routes de contournement, de pistes cyclables et du tramway vers les communes voisines de la Ville de Luxembourg.

Le logement, l'économie, la santé, la sécurité et la fiscalité ne sont que quelques-uns des domaines dans lesquels le Gouvernement actuel se trouve dans l'incapacité d'agir en raison de divergences d'opinion internes. Pourtant, notre pays doit aller de l'avant. Des décisions doivent être prises. Après dix ans de coalition bleue-rouge-verte, il est temps de changer !

LE CSV EST LE SEUL GARANT DE CE CHANGEMENT.

Luc Fumelle



Luc Frieden

HOMME POLITIQUE, AVOCAT, PÈRE DE FAMILLE

Avocat, homme politique, président de conseil d'administration – la compétence, l'expérience et le flair de Luc Frieden ne sont plus à démontrer. Même dix ans après son départ temporaire de la scène politique. Son retour en tant que tête de liste nationale du CSV, bien qu'il ait été une surprise pour d'aucuns, a été accueilli avec respect. Même par ses détracteurs. Il n'y a guère de doutes sur ses capacités.

Le principal architecte du plan de sauvetage des banques

Il a suffisamment prouvé qu'il est capable d'être ministre et qu'il connaît le fonctionnement de l'Etat. La preuve la plus convaincante a été donnée à l'automne 2008, lorsqu'il a littéralement sauvé du jour au lendemain deux banques luxembourgeoises et, ce faisant, les économies de milliers de citoyens. Luc Frieden est considéré comme un négociateur habile. Dans les situations de crise, il déploie toute son énergie. Lors de ces journées décisives d'octobre 2008, il a négocié sans relâche. Parce que son sens des responsabilités le lui imposait.

Mais d'autres réalisations, comme l'introduction du partenariat enregistré (PACS) ou la loi sur la double nationalité, vont également à son actif. Ces deux lois ont permis au Luxembourg de progresser de manière significative.

Un expert financier et économique reconnu

Comme « le seul à connaître quelque chose du monde économique », comme l'a décrit un journaliste économique, sa réputation l'a précédé lorsqu'il a tourné le dos à la politique, après les élections de 2013. Ayant d'abord travaillé sur la place financière de Londres, Luc Frieden est revenu au Luxembourg en 2016, en tant que président du conseil d'administration de la plus ancienne banque luxembourgeoise. Parallèlement, il a repris son activité d'avocat. En 2019, il a également pris la présidence de la Chambre de commerce.

Un esprit ouvert

Ce parcours était-il prédestiné ? Non, Luc Frieden, fils d'un employé de l'Arbed et d'une institutrice, a grandi à Esch-sur-Alzette. Il y est allé à l'école, a passé son temps libre à s'amuser avec les enfants du voisinage, a fréquenté l'école de musique et le club de natation.



Luc Frieden à vélo lors de la tournée électorale

Lorsque ses parents ont déménagé à Luxembourg-Ville, il a changé de lycée. Après avoir obtenu son baccalauréat à l'Athénée, il a fait des études de droit dans des universités renommées, d'abord à Paris, puis à Cambridge et à Harvard – poussé par son ouverture d'esprit, sa curiosité et son désir de découvrir le monde.

Après avoir réussi ses études, Luc Frieden a d'abord travaillé comme avocat. À 30 ans, il est devenu député. Et à 34 ans, il a été nommé ministre lors d'un remaniement gouvernemental. C'était en 1998, en pleine guerre du Kosovo. Luc Frieden devait dès lors assumer la responsabilité de divers ministères, d'abord celui du Budget et celui de la Justice, puis les ministères de la Défense, de la Sécurité intérieure et des Finances.

Comprendre ce qui se passe dans le monde

Son passage dans le secteur privé en 2014 lui a permis de reprendre en quelque sorte là où il s'était arrêté après ses études universitaires et de poursuivre le développement de sa connaissance des autres cultures : « Comprendre ce qui se passe dans le monde, comment et pourquoi », résume-t-il sa motivation.

Luc Frieden ne voulait pas seulement être perçu comme le président d'une banque ou d'une institution survolant le monde et serrant des mains. Il voulait être à l'écoute. S'impliquer dans la société. Participer activement à la prise de décisions. Prendre des

décisions. Toujours au centre de ses préoccupations : les personnes et les entreprises. Au cours des dix dernières années, il a toujours cherché le contact avec les petites et moyennes entreprises, les fondateurs, les start-ups, la place financière et l'industrie

Der Spitzen-Kandidat

Luc Frieden ne s'est pas imposé au CSV comme tête de liste pour les élections législatives de 2023. On le lui a demandé. En raison de ses compétences et de son expérience. Ce fut vers la fin 2022.

Il n'a pas pris cette décision à la légère. Le processus de décision a duré trois semaines. Finalement, il a accepté ! Et il a quitté tous ses emplois. A la banque. A la Chambre de Commerce. Au cabinet d'avocats. Pour pouvoir se concentrer de manière absolue sur son nouveau et ancien rôle d'homme politique.



En visite auprès du Président portugais en juillet 2023

Cet homme marié et père de deux enfants adultes aura-t-il plus de temps pour sa famille et ses loisirs ? Probablement pas. Mais il se prend le temps. Pour le passer avec sa famille et ses amis, pour avoir des discussions en petit cercle. Mais aussi pour découvrir les trails luxembourgeois, pour faire du vélo et, si son emploi du temps le permet, pour partir en voyage - de préférence dans les Alpes, pour faire de la randonnée et pour „prendre des forces“ en vue des grands défis du pays.

UN LOGEMENT POUR TOUS.

De moins en moins de personnes peuvent encore se permettre d'habiter au Luxembourg. De nombreux jeunes doivent quitter leur commune d'origine. Les prix des logements ont plus que doublé au cours des dix dernières années. En même temps, les loyers explosent. Et les taux d'intérêt aussi. La crise annoncée dans le secteur de la construction ne fera qu'aggraver la crise du logement.

La coalition bleu-rouge-verte voulait s'attaquer au plus gros souci des citoyens avec une offensive sur le logement. Mais en fin de compte, aucun résultat n'a été délivré. Les trois partis gouvernementaux se bloquent plutôt les uns les autres. La situation a encore été aggravée par des décisions politiques inappropriées, comme la loi sur les loyers.

Le CSV s'est donné pour objectif d'entamer un tournant dans la politique du logement.

106,48%

AUGMENTATION DES PRIX DES LOGEMENTS EXISTANTS

(moyenne) 2014-2022

11,1%



AUGMENTATION DES PRIX DES LOYERS

2022-2023 (1 trimestre)

(Source: Observatoire de l'Habitat, 2023)

HAUSSE DES PRIX DES LOGEMENTS EXISTANTS

(Moyenne) 2014-2022

(Source: Logement en chiffres, Statec, 2014 / 2023)

Prix au mètre carré 12/2022:

8.734 EUROS

Prix au mètre carré 06/2014:

4.230 EUROS



Il faut construire plus et plus vite. Et aussi plus haut et un peu plus dense. Là où cela se justifie du point de vue de l'aménagement du territoire. Nous voulons accélérer les procédures de lotissement avec des délais contraignants. Nous réaliserons moins d'études d'impact et gagnerons ainsi du temps.

Nous ne prévoyons plus de compensations environnementales dans le périmètre de construction. Les extensions de périmètre restent possibles avec nous.

Nous voulons impliquer davantage les investisseurs privés dans la

construction de logements locatifs abordables. Nous les inciterons à investir également dans ce domaine. Nous réintroduirons en outre le taux de TVA super-réduit pour la construction de logements locatifs. Nous soutiendrons également davantage les formes alternatives de logement et de construction.

Nous organiserons l'aménagement du territoire de telle sorte que les logements soient encouragés et non empêchés. Et nous impliquerons et soutiendrons davantage nos communes. Sans que l'Etat ne se décharge de sa responsabilité.

En un seul mot :

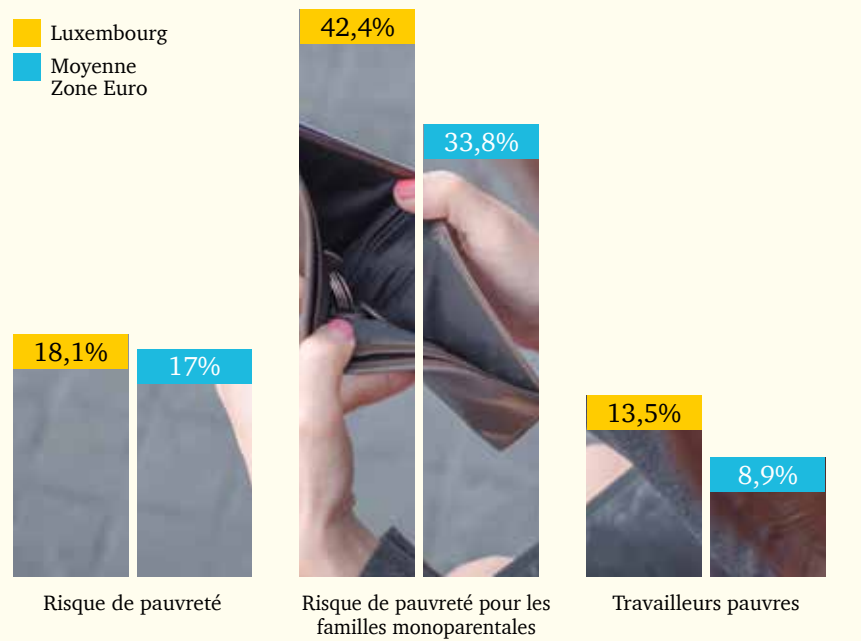
NOUS VOULONS AUGMENTER MASSIVEMENT L'OFFRE DE LOGEMENTS.

Car c'est la seule façon de faire baisser les prix. Parallèlement, nous renforcerons la demande en augmentant les exonérations. Ce n'est qu'ainsi que nous parviendrons à maîtriser la crise du logement. Le CSV mettra tout en œuvre pour que chaque citoyen puisse trouver un logement abordable au Luxembourg. Pour nous, cela fait partie de la qualité de vie.

PLUS DE POUVOIR D'ACHAT. MOINS D'IMPÔTS.

UN RISQUE DE PAUVRETÉ ÉLEVÉ AU LUXEMBOURG

(Source: Panorama social CSL, 2023)



63%

L'AUGMENTATION DU COÛT DE LA VIE EST UNE PRÉOCCUPATION MAJEURE POUR 63 % DES CITOYENS

(Source: Politmonitor, Ilres/RTL/Wort 2022)

La vie devient de plus en plus chère. De jour en jour. La charge fiscale augmente en parallèle. Depuis des années. En même temps, le pouvoir d'achat diminue. Pour les bas salaires. Mais aussi pour la classe moyenne. En outre, le risque de pauvreté augmente. De plus en plus de personnes ont du mal à joindre les deux bouts. Un mélange menaçant la cohésion sociale au Luxembourg.

Bleu-Rouge-Vert n'a pas réussi à renforcer le pouvoir d'achat et à alléger la charge fiscale. Même durant les bonnes années, les promesses n'ont pas été tenues. A commencer par la grande réforme fiscale. Elle a souvent été annoncée, mais jamais mise en œuvre.

Le CSV tient parole.

Nous réduirons le plus rapidement possible la charge fiscale des citoyens. Nous baisserons les impôts et rétablirons le pouvoir d'achat. Pour les bas salaires et les familles monoparentales. Nous soulagerons également la vaste classe moyenne. C'est là aussi une question d'équité fiscale.

LE TRAVAIL DOIT À NOUVEAU ÊTRE VALORISÉ.

Nous augmenterons le seuil d'entrée dans la première tranche d'imposition. Aussi pour les familles monoparentales. Nous adapterons par étapes le barème fiscal à l'inflation. Il faut mettre fin à l'augmentation rampante des impôts. Les tranches d'imposition seront élargies.

Les familles avec enfants bénéficieront d'abattements fiscaux plus élevés. La période de transition de la classe d'imposition 2 à la classe d'imposition 1a sera doublée à court terme, passant de trois à six ans.

Pour les jeunes, il y aura un kit de démarrage fiscal avec des abattements pour les premières années de travail. Ce sont justement les jeunes qui ont souvent besoin de plus d'allègement. Et aussi de plus de temps. Avec comme mot d'ordre : Work-Kids-Balance.

Avec le CSV, les citoyens ne paieront pas d'impôt sur les successions en ligne directe, ni d'impôt sur la fortune.

Nous le disons avec une clarté absolue. Nous attendons la même clarté de la part des autres.

La politique fiscale fait aussi partie de la politique sociale. Nous nous engageons pour plus de cohésion sociale. Aussi par le biais d'une classe moyenne forte et intégratrice. L'« ascenseur social » doit à nouveau fonctionner. C'est la seule façon de préserver la paix sociale dans le pays. C'est la seule façon de renforcer le pôle économique luxembourgeois. Avec plus d'essor grâce à moins d'impôts. Pour nos entreprises. Mais surtout pour les citoyens qui ont un besoin urgent de perspectives.

UN NOUVEL ÉLAN POUR NOTRE ÉCONOMIE.

Le Luxembourg n'est plus assez attractant. La pénurie de main-d'œuvre qualifiée est importante. La concurrence ne dort pas. Les entreprises manquent de terrains. La politique économique bleue-rouge-verte est une politique annonciatrice sans résultats. Aucune stratégie d'avenir n'est visible. Il manque en outre une position claire en matière de croissance.

Pour le CSV, les choses sont claires :

NOUS AVONS BESOIN DE CROISSANCE.

Mais d'une croissance durable et inclusive. Qui apporte une valeur ajoutée au pays et à ses habitants. Sans détruire notre environnement. Seule la croissance nous permettra de payer nos salaires, nos pensions et notre système social. C'est la seule façon de conserver de bons emplois. C'est la seule façon d'assurer une prospérité durable pour tous.

Nous allons réduire de 20% les obstacles administratifs pour les entreprises. La simplification administrative n'est pas qu'un slogan pour nous. Nous en-

couragerons fiscalement les nouveaux investissements dans la transition numérique et écologique.

Les petites et moyennes entreprises (PME) constituent toujours l'épine dorsale de notre économie. Ce sont justement ces PME, souvent des entreprises artisanales, que nous voulons soutenir davantage. En mettant à disposition suffisamment de terrains dans nos zones industrielles. En améliorant la formation initiale et continue. En apportant plus de soutien aux reprises d'entreprises. Pour nous, le réaménagement de l'organisation du temps de travail se fait dans le cadre du dialogue social et de manière individuelle pour chaque entreprise. Pas de manière imposée.

Le Luxembourg doit devenir plus compétitif dans son ensemble. Nous visons à moyen terme une adaptation de l'impôt sur les sociétés à la moyenne de l'OCDE. Nous voulons développer notre place financière pour en faire le numéro un en matière de « finance verte ». Elle doit rester compétitive par rapport à Dublin et Londres.

Parallèlement, nous voulons renforcer la promotion du pôle économique luxembourgeois. Nous voulons conserver les entreprises existantes. En même temps, nous voulons nous diversifier et attirer de nouvelles entreprises sur notre territoire. Y compris dans le domaine de l'industrie. Le Luxembourg doit rester un lieu de production. Il en va de même pour l'agriculture et la viticulture. Nous renforcerons notre agriculture et notre production alimentaire. Pour ce faire, nous misons sur l'innovation et la durabilité. Tout en veillant à l'équilibre entre l'écologie, l'économie et le social.

Nous voulons donner un nouvel élan à notre économie et donc à notre pays. Pour que le Luxembourg reste solvable, nous veillerons à maintenir à l'avenir un rating AAA pour nos finances publiques. Pour nous, une ressource centrale pour l'avenir est également une éducation moderne. Avec plus de compétences et de créativité. Et moins de système « entonnoir » où on ne fait qu'accumuler le savoir. Pour nous, l'économie et le social ne sont pas opposés, mais constituent les deux faces d'une économie sociale de marché durable.

PLUS D'ÉNERGIES RENOUVELABLES NOUVELLES PISTES CLIMATIQUES.

Le syndrome bleu-rouge-vert est particulièrement visible dans la politique climatique. De grandes ambitions. Un marketing rayonnant. Mais peu de pistes concrètes. Et surtout : des résultats très limités. Le Luxembourg est en queue de peloton de l'UE en matière d'énergies renouvelables. En ce qui concerne le bilan carbone, peu d'améliorations structurelles sont visibles.

LE CSV REPRÉSENTE LA PROTECTION DU CLIMAT BASÉE SUR DE NOUVELLES IDÉES.

Sans idéologie aucune. Surtout en ce qui concerne les énergies renouvelables. Nous les développerons massivement d'ici 2030.



Nous exploiterons pleinement le potentiel de l'énergie solaire sur les surfaces scellées et établirons un cadastre de l'énergie éolienne. Nous encouragerons le développement de la photovoltaïque au niveau des particuliers et des entreprises par des incitations fiscales. Nous voulons mettre en place une coopération photovoltaïque entre les propriétaires de toits privés et les instances publiques. Nous voulons développer l'infrastructure de réseau de manière décentralisée avec des investissements substantiels.

Nous adhérons aux objectifs climatiques européens. Nous voulons atteindre la neutralité climatique d'ici 2050.

Nous introduirons des procédures plus efficaces dans le cadre de la transition énergétique. Et nous restons fondamentalement ouverts aux nouvelles technologies. Dans le domaine de l'énergie, la technologie évolue très rapidement. Un bel exemple en est la technologie de l'hydrogène, que nous voulons promouvoir de manière ciblée. Parallèlement, nous devons économiser l'énergie et l'utiliser plus efficacement. Par ailleurs, nous allons développer la recherche en matière de stockage de Co2.

Nous ferons en sorte que la protection du climat et de l'environnement soit aussi simple que possible. C'est pourquoi nous introduirons un « gui-

chet unique » comme point de contact central pour toutes les demandes et autorisations en matière d'environnement.

La politique climatique ne peut se faire qu'ensemble. Ensemble avec nos communes. Ensemble avec nos petites et moyennes entreprises. Ensemble aussi avec notre industrie. Nous procéderons à des investissements de soutien en matière de protection du climat, de la nature et de l'eau. L'Etat doit également assurer son rôle d'exemple.

Nous sommes favorables à la taxe sur le CO2. Mais nous voulons l'accompagner socialement. Et la compenser par des aides financières substantiel-

les, par exemple sous la forme « d'aide financière climatique »

Nous voulons que les gens adhèrent à notre politique climatique. C'est pourquoi nous misons sur des incitations. Et sur la force de conviction d'une nouvelle politique climatique et énergétique orientée vers les résultats.

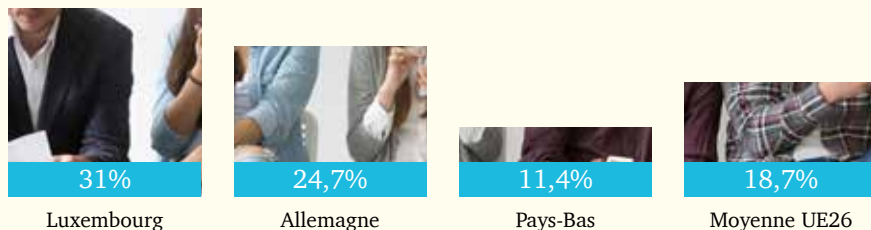
**INTÉGRALITÉ
DU PROGRAMME
ICI**



PRIORITÉ AU PATIENT

PROPORTION DE CITOYENS* DONT LES BESOINS MÉDICAUX NE SONT PAS SATISFAITS EN RAISON DE DÉLAIS D'ATTENTE TROP LONGS

(Source: Plan national Santé, 2023 / *selon propres données)



Notre système de santé n'est pas adapté à l'avenir. Au cours des décennies de politique de santé socialiste, notre système de santé n'a guère évolué. Des décisions et des étapes nécessaires ont été manquées, reportées ou négligées.

Le Luxembourg dispose de médecins compétents, d'un personnel soignant de qualité et de bons hôpitaux. Mais pour les patients, l'accès à la médecine est souvent long et fastidieux. Que ce soit aux urgences, pour consulter un spécialiste, pour un diagnostic radiologique (mammographie, IRM) ou même pour des analyses de laboratoire compliquées, les délais d'attente sont souvent de plusieurs heures, jours ou même mois. Pour les personnes malades et leurs familles, cette situation est souvent difficile et démoralisante. Pour nous, cette situation est politiquement inacceptable. Pour le CSV, le développement de la

médecine ambulatoire est une priorité absolue. Concrètement, nous voulons continuer à développer et à régionaliser le réseau des « Maisons médicales ». Celles-ci doivent être ouvertes sept jours sur sept. Les petites urgences peuvent ainsi être traitées en dehors des heures d'ouverture normales et de l'hôpital. Les services d'urgence seront ainsi désengorgés. Nous allons créer un cadre légal pour

 **23%**

23% DE MÉDECINS* EN MOINS AU LUXEMBOURG QUE LA MOYENNE DE L'UE

(Source: Plan national Santé, 2023 / * pour 1000 habitants)

nalisé. Nous autoriserons dans ces cabinets partagés l'utilisation de matériel de radiodiagnostic comme les IRM ou les appareils de mammographie. L'accès à un traitement médical complet sera ainsi accéléré. Les hôpitaux seront ainsi moins sollicités.

En outre, nous développerons de manière conséquente la télémédecine et les soins à domicile. Aujourd'hui, les initiatives ciblées font défaut dans ce domaine. Nous voulons un traitement rapide et simple pour le patient. Partout où cela est possible. Cela permettra de décharger les hôpitaux. Les personnes gravement malades bénéficient d'un accès plus rapide. Un traitement à domicile, au sein de la famille, signifie en outre une médecine plus humaine pour de nombreux patients. Nous allons créer un cadre légal à cet effet. Les taux de remboursement seront adaptés. Il faut également accorder plus d'importance à la santé mentale.

Pour nous, le patient est au centre de nos préoccupations. Chaque patient a droit à des soins médicaux rapides et de première qualité. Notre système de santé doit répondre aux besoins des patients. C'est la seule façon de le pérenniser.

UNE MEILLEURE QUALITÉ DE VIE EN MILIEU RURAL.

Le CSV préconise une qualité de vie élevée et comparable dans tout le pays. Pour nous, il n'y a pas de citoyens ni de régions de première ou de deuxième classe.

Nous voulons renforcer la qualité de vie des citoyens dans les régions rurales. Et donc également l'espace rural dans son ensemble. C'est pourquoi nous misons sur les six priorités suivantes :

UN DÉVELOPPEMENT DURABLE DES RÉGIONS RURALES



Le Nord n'est pas un musée à ciel ouvert. Le potentiel de développement des régions rurales doit être exploité.

Nous misons sur :

- La création d'emplois, la mise en place d'espaces de « Co-Working » et la diversification économique en encourageant l'implantation et le développement de petites et moyennes entreprises ;
- Le développement de l'offre de services ;
- La décentralisation des administrations ;
- Le maintien d'une offre de base en matière d'agences bancaires et postales ainsi que de distributeurs automatiques de billets ;
- La création d'incitations au développement pour revitaliser les centres des villages.

UN SERVICE DE SANTÉ RAPIDE ET GÉNÉRALISÉ

La qualité des services médicaux doit être au même niveau partout dans le pays. Ainsi, pour les régions rurales, le CSV se prononce pour des services médicaux garantis et de qualité, ainsi que pour des délais d'attente plus courts. Dans ce sens, nous nous engageons pour :

- le renforcement des hôpitaux d'Ettelbruck et de Wiltz ;
- l'extension et l'optimisation des services d'urgence, en particulier des services d'urgence pour enfants ;
- une collaboration efficace entre les hôpitaux et les cabinets médicaux ;
- l'extension sur l'ensemble du territoire des « Maisons médicales » fonctionnant 24 heures sur 24 ;
- l'encouragement à l'échelle communale de l'implantation de cabinets communs multidisciplinaires bien équipés avec IRM, scanner etc.



UN ACCUEIL DE QUALITÉ POUR TOUS LES ENFANTS



Les enfants sont synonymes d'avenir. Le CSV s'engage pour un accueil de qualité des enfants partout dans le pays. En même temps, nous voulons soutenir toutes les familles dans leur choix. Nous nous engageons pour :

- un meilleur soutien aux communes pour le développement de l'offre d'accueil ;
- une amélioration de la qualité de l'accueil des enfants par le biais d'une clé de répartition du personnel adaptée ;
- une aide pour les parents qui ne font pas garder leurs enfants par des structures d'accueil.

UNE MEILLEURE MOBILITÉ DANS LE NORD



Avec près de 44 pour cent de la superficie du pays, le nord est la plus grande circonscription. C'est là qu'une mobilité diversifiée est particulièrement importante. Le CSV est favorable à un développement de la mobilité. Et ce, aussi bien pour les transports publics que pour les infrastructures routières, ferroviaires et cyclables. Nous nous engageons entre autres pour :

- une meilleure coordination des horaires de train et de bus et l'optimisation des lignes RGTR ;
- l'introduction généralisée des « bus à la demande » (Ruff-Bus) et des « navettes express » ;
- l'amélioration du transport à la demande pour les personnes à mobilité réduite (Adapto) ;
- la modernisation de la ligne ferroviaire du Nord et l'augmentation des capacités, l'extension à deux voies (solution transitoire avec des voies d'évitement) ;
- la mise à quatre voies de la route du Nord N7 ;
- la construction de routes de contournement (Diekirch, Ettelbruck, Clervaux, Parc Hosingen/Heinerscheid, Troisvierges, Hoscheid-Dickt) ;
- l'optimisation de la sécurité routière par l'aménagement systématique de glissières de sécurité devant les arbres situés le long des routes – lors de nouvelles plantations, des haies plutôt que des arbres sont à privilégier.

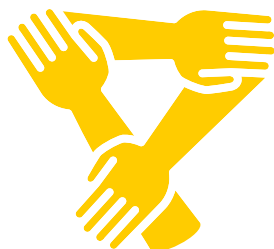
UNE AGRICULTURE ET UNE PRODUCTION ALIMENTAIRE DURABLES ET INNOVANTES

Une agriculture durable est pour nous un choix fondamental – et aussi une cause qui nous tient à cœur. L'agriculture caractérise notre circonscription et doit continuer à le faire à l'avenir. Nous assurerons la pérennité de notre agriculture et la valoriserons sur le plan politique. Nous défendons entre autres :

- une politique agricole basée sur le dialogue ;
- un soutien ciblé et une meilleure commercialisation de nos produits régionaux ;
- une meilleure protection des sols, principal facteur de production de l'agriculture (adaptation des mesures de compensation...) ;
- un soutien maximal aux jeunes agriculteurs ;
- la création d'une « maison de l'agriculture » et moins de bureaucratie ;
- une rémunération équitable pour les services de protection de l'environnement et de l'eau ;
- la promotion de l'innovation, de la diversification et de la numérisation.



DES COMMUNES FORTES ET DES FINANCES COMMUNALES ÉQUITABLES



Une qualité de vie équivalente requiert des communes d'une force comparable. Nous réviserons la loi sur le financement des communes afin de mieux prendre en compte les besoins des communes rurales et de les renforcer. Une meilleure qualité de vie locale n'est possible qu'au niveau communal.

UN MESSAGE DIRECT.

C'est ici que la campagne commence à se mettre en place. Partout dans le pays, nos infatigables militants ont sillonné les routes et placardé nos affiches. Des messages rapides et clairs qui mettent l'accent sur nos sujets.



LËSCHT
4

CSV

**MÉI PLAZ FIR
WUNN-
RAUM.**

Méi bauen. Méi séier.

LËSCHT
4

CSV

**MÉI AN
DER
TÄSCH.**

Méi Netto. Manner Steieren.

LËSCHT
4



NEI ENERGIE FIR D'KLIMA.

Méi erneierbar Energien.

LËSCHT
4



KENG FRÄIHEET OUNI SÉCHERHEET.

700 zousätzlech Polizisten.

LËSCHT
4



STAD. LAND. DOKTER.

Iwwerall medezinesch Versuergung.

LËSCHT
4



WIRTSCHAFT. NOHALTEGKEET. WUELSTAND.

20% manner administrativen Opwand.

NOS CANDIDATS POUR LE NORD.

MARTINE HANSEN

Tête de liste



Martine Hansen est toujours en action. Et (presque) toujours en déplacement. Fréquemment dans le Nord, c'est son territoire. Cette agronome de 57 ans connaît la région comme sa poche. L'amour pour l'agriculture lui a été transmis dès le berceau. Elle a les pieds sur terre et connaît, par son expérience personnelle, les soucis et les problèmes des agriculteurs. Elle se fait une idée sur le terrain, elle écoute. C'est pourquoi elle sait très bien que « l'agriculture et la protection de la nature et du climat ne fonctionnent qu'ensemble ». L'agriculture doit être durable. Mais le volet social doit également être en adéquation : « Les agriculteurs ont besoin de perspectives ». La députée du Nord s'appuie sur des faits tangibles, les déci-

sions basées sur des considérations idéologiques lui déplaisent.

Cela vaut également pour la politique de l'éducation, deuxième grand domaine d'intérêt de la coprésidente du groupe parlementaire. De même dans ce domaine, elle dispose de l'expérience nécessaire. L'ancienne directrice du lycée agricole sait où le bât blesse. Elle ne mâche pas ses mots lorsqu'il s'agit de dénoncer des manquements et des abus. Mais elle ne se contente pas de critiquer. Elle fait des propositions et des suggestions d'amélioration. Cette femme énergique ne se laisse pas décourager. Martine Hansen est persévérante.

Tête de liste

CHRISTOPHE HANSEN

Le parcours politique de Christophe Hansen est plutôt atypique. Dès 2011, il siège au conseil communal de Winseler. En 2018, à l'âge de 36 ans, il fait le grand saut sur la scène politique européenne. Le député européen, alors fraîchement élu, trouve rapidement ses marques au Parlement européen. Rien d'étonnant, car en tant qu'ancien collaborateur de la « Représentation permanente du Luxembourg » et collaborateur de longue date de l'ancienne eurodéputée Astrid Lulling, il connaît le microcosme européen non seulement en théorie, mais aussi par sa propre expérience personnelle. Il a une longueur d'avance sur la plupart des autres nouveaux venus. Pragmatique, doté d'un réseau considérable et ou-

vert aux nouvelles idées, il va droit au but. En janvier 2022, le secrétaire général du CSV a été élu questeur et donc membre du Bureau du Parlement européen.

L'économie, le commerce, l'environnement ainsi que l'agriculture restent ses sujets de prédilection. Le fils et frère d'agriculteurs connaît ses racines : « Je sais d'où je viens ». Trouver l'équilibre entre les mesures et leur mise en œuvre est une de ses préoccupations. Ce diplômé en sciences de l'environnement sait parfaitement que l'économie, l'agriculture et la protection de l'environnement et du climat doivent aller de pair, sinon tout dégénère.



Dans sa vie privée, le père de famille engagé aime faire du vélo, souvent avec ses deux fils. À Bruxelles comme au Luxembourg.

MYRIAM BINCK ÉP. SCHAACK

Myriam Binck (35 ans) prend le taureau par les cornes : en tant qu'agricultrice à plein temps, elle est habituée à ce que tout ne se passe pas comme prévu. Il faut alors trouver des solutions rapides, efficaces et pragmatique. « L'impossible n'existe pas », telle est sa devise.

Cela vaut également pour la politique. Il y a six ans, elle a été élue du premier coup au conseil échevinal. Depuis juin, elle est la toute première femme à diriger la commune de Rambrouch. Mère de trois enfants, agricultrice et bourgmestre : il n'est pas facile de concilier cette triple charge. C'est pourquoi Myriam Binck

s'engage pour une politique familiale moderne qui répond aux besoins des jeunes familles. Elle veut donner une voix aux professions libérales : « Si nous voulons attirer les jeunes vers l'artisanat ou l'agriculture, les conditions-cadres doivent être bonnes ». Elle est ouverte à tout, elle ne se met pas d'œillères. Et elle écoute !

L'agriculture tient bien sûr particulièrement à cœur à cette agricultrice active – elle dirige l'exploitation familiale avec son mari : « Mon métier, c'est ma vie », dit Myriam Binck.



JEFF BOONEN



« Mon métier est mon hobby », dit Jeff Boonen (38 ans). Et on veut bien le croire, quand on rencontre cet agriculteur passionné pour la première fois. On remarque tout de suite que pour ce père de deux enfants, il n'y a rien de plus agréable que de gérer sa ferme ensemble avec sa famille et de produire des aliments sains et de qualité. Sa devise de vie s'y prête également : « J'essaie de progresser avec beaucoup de travail et de persévérance ». Mais pour lui, aller de l'avant ne signifie pas produire à tout prix. Au contraire ! L'ingénieur agronome sait que l'agriculture peut avoir un impact négatif sur l'environnement.

Pour lui, il est clair que des changements doivent avoir lieu : « Nous avons besoin d'une discussion impartiale et objective ». Cela le dérange quand des faits scientifiques sont déformés. Car Jeff Boonen est objectif et diplomatique, une personne qui cherche le dialogue afin de trouver un terrain d'entente. Il ne fait pas le mariole, sauf lorsqu'il prend son trombone.

L'ancien président de la « Lëtzebuerger Landjugend a Jongbaueren » croit fermement en l'avenir de l'agriculture, une agriculture diversifiée, qui met l'accent sur les produits régionaux et qui produit dans le respect de l'environnement.

EMILE EICHER



Emile Eicher (68 ans) est un homme qui ne cherche pas à faire parler de lui et de sa personne. Il met la main à la pâte, fait ce qui doit être fait, de manière conséquente et par conviction. Discrètement et sans œillères idéologiques. Ou comme dirait Helmut Kohl: « Ce qui compte, c'est ce qui sort au bout ».

Son terrain, c'est la politique communale. Lorsqu'il s'agit des droits et des obligations des communes, presque personne ne s'y connaît mieux que lui. Le président de longue date du Syvicol connaît la matière sur le bout des doigts. Conseiller d'entreprise de forma-

tion, il aborde les nouveaux défis auxquels les communes sont actuellement confrontées en tant que manager.

Mais son terrain de prédilection est aussi le Nord. « L'impressionnante nature de l'Oesling doit être préservée », déclare le président du « Parc naturel de l'Our ». Mais ce n'est qu'un côté de la médaille. Pour Emile Eicher, il s'agit de voir plus loin : « Les habitants des zones rurales doivent bénéficier des mêmes conditions de vie que les habitants des centres urbains », tel est son credo. C'est pour cela qu'il s'engage depuis 2009 à la Chambre des Députés.

JIM LEWECK

Jim Leweck a le nez fin : cet homme de 43 ans s'est mis à son compte en ouvrant sa propre parfumerie. Il a fait de sa passion son métier. Bien entendu, ce gastronome convivial reste néanmoins fidèle à l'entreprise hôtelière de ses parents. En tant qu'entrepreneur, il sait par expérience où le bât blesse pour les nombreuses petites et moyennes entreprises. La politique des PME fait donc partie de ses priorités politiques.

Actuellement, sa scène politique est la commune de Bourscheid. En juin, il a été élu pour la deuxième fois et fait de nouveau partie du conseil échevinal. Il explique son engagement po-

litique de la manière suivante : « Je veux participer activement, apporter mes propres idées et m'engager pour mes concitoyens ». Sur le plan politique comme sur le plan professionnel, Jim Leweck a les deux pieds sur terre, il est toujours à l'écoute : pragmatique, il cherche toujours des solutions pratiques que l'on peut mettre en œuvre. Il est pondéré et ne brûle pas les étapes : « J'aime aller au fond des problèmes ».

Il consacre ses moments libres à sa famille : « C'est le plus beau moment de la journée ». Entre la famille, l'hôtel, la parfumerie et la commune, son deuxième hobby est souvent négligé.



De temps en temps, il lui reste tout de même un peu de temps pour un match de football avec les seniors.

JEAN-PAUL SCHAAF



« Eemol Scout, ëmmer Scout ». Pour Jean-Paul Schaaf (57 ans), la devise scout se applique encore aujourd'hui dans toutes les situations de la vie : il est simple, serviable, proche de la nature, engagé sur le plan écologique et social. Et il a de l'humour. Que ce soit en tant qu'élu local ou député, Jean-Paul Schaaf place l'être humain au centre de ses préoccupations : « Pour faire de la bonne politique, il faut impliquer les gens. Une bonne politique doit créer des circonstances qui permettent aux gens de s'épanouir librement ».

Ses priorités politiques sont donc également axées sur l'avenir. On peut citer à titre d'exemple l'aménagement du territoire, avec le projet « Nordstad » qu'il soutient vigoureusement : pour que le logement, le travail et les loisirs forment à nouveau un tout. Pour cet homme pragmatique, la protection du climat est également une question d'avenir, surtout pour les enfants et les jeunes. Ce qui le dérange, c'est que le débat a souvent eu une connotation négative, avec pour mot d'ordre la politique de

l'interdit : « Si nous impliquons les gens, si nous leur expliquons bien les choses et si nous les convainquons, ils n'auront pas peur que leur bien-être et leur prospérité soient en jeu ». Pour l'ancien assistant social, la lutte contre la pauvreté et l'intégration sociale constituent bien évidemment une priorité absolue.

Dans sa vie privée, le père de trois enfants est peu compliqué et pragmatique. S'il lui arrive de casser quelque chose, il prend un tournevis et le répare. Ou bien il le refait à neuf. Du vélo au carrelage.

ANNE STEICHEN

Anne Steichen n'a que 24 ans et siège déjà depuis 2017 au conseil communal de sa commune d'origine, Grosbus-Wahl. Elle n'avait alors que 19 ans ! Depuis les élections du printemps, elle est échevine. Pour elle, l'engagement politique est la chose la plus naturelle du monde : « Nous tous sommes tous les jours confrontés à la politique ». Par exemple, si le bus est en retard, cela a finalement un rapport avec la politique. Il est possible de changer les choses. C'est pourquoi il faut s'engager politiquement : « Il est important de faire bouger les choses ».

C'est surtout pour la jeune génération que la politologue veut faire avancer les choses. Il s'agit pour elle d'offrir aux jeunes de bonnes per-

spectives d'avenir au Luxembourg, que ce soit à l'école, au travail, au niveau des transports, du logement ou des loisirs.

Mais elle se soucie également de la protection du climat, car ce sont les jeunes d'aujourd'hui qui souffriront particulièrement du changement climatique dans le futur. Elle a du mal à comprendre que bon nombre de personnes ne s'intéressent plus du tout à la politique. L'éducation politique doit être améliorée, revendique-t-elle.

Mais la vie d'Anne Steichen ne se limite pas à la politique. La plus jeune candidate du CSV est toujours en mouvement, bien présente dans la vie associative de sa commune.



En tant que trompettiste dans la « Groussbus-Waler Musek », cette dynamique fille d'agriculteur aime bien se faire remarquer. Et elle trouve encore le temps de jouer au théâtre et au ping-pong !

CHAREL WEILER



Officiellement, il s'appelle « Charles ». Mais tout le monde l'appelle simplement « Charel ». Cela correspond bien mieux à ce jeune homme jovial et toujours de bonne humeur. Ce fou de foot avoué – sur et en dehors du terrain – a les pieds sur terre. Son « territoire », c'est le Nord. Il y connaît les soucis et les besoins des gens : « Nous ne devons abandonner personne ».

Charel Weiler (36 ans) est peu compliqué, empathique et honnête : « Mais je peux aussi être têtu », dit le juriste de lui-même. Ce qu'il qualifie d'entêtement, d'autres le qualifient de persévérance. C'est surtout lorsqu'il s'agit de la « Nordstad » que le nouveau maire de Diekirch s'obstine. Pour lui, le projet « Nordstad » est sy-

nonyme de décentralisation dans le contexte de la politique d'aménagement du territoire.

« La fusion des cinq communes renforce le Nord », affirme-t-il avec conviction. Pour lui, une optimisation fondamentale des transports publics est une nécessité absolue si l'on veut améliorer sensiblement la qualité de vie des habitants du Nord.

La « Nordstad » est son sujet de prédilection, mais il aime aussi regarder au-delà : Charles Weiler adore voyager et découvrir, surtout les pays européens. Il se forge ainsi de nouvelles expériences, part à la recherche de nouvelles idées et de nouveaux concepts pour la vie en commun ... et s'en inspire le cas échéant.



NOUS VENONS À VOTRE RENCONTRE.

TROISVIERGES

13.09. Réunion électorale
Centre associatif
Wilwerdange* - 19h30

WINCRANGE

04.10. Meet & Grill
Café-Restaurant
Barteshaus zu Hoffelt*
19h-21h

WILTZ

25.09. Réunion électorale
am Pëtz zu Weindigen*
19h30

LAC DE LA HAUTE SÛRE

06.10. Meet & Greet
Café beim Jeanne zu
Harlange* - 19h-21h

RAMBROUCH

28.09. Meet & Greet
Centre Culturel*
19h30

REDANGE

14.09. Réunion électorale
au Aula* - 19h30

CLERVAUX

26.09. Réunion électorale
Hall Polyvalent Clervaux*
19h30

HOUSEN

30.09. Meet & Greet
Camping des Ardennes*
18h

VIANDEN

02.10. Réunion électorale
Anc. cinéma Café-Club*
19h-21h

BETTENDORF

21.09. Meet & Greet
Buvette du Centre
Sportif et Culturel*
19h-21h

DIEKIERCH

- Traduction simultanée en français -
03.10. Réunion électorale
avec la tête de liste
Luc Frieden
Al Seeërei* - 19h30

ETTELBRUCK

07.09. Réunion électorale
Däichhal* - 19h30

LET'S GO ! LANCEMENT DE LA CAMPAGNE AVEC LUC FRIEDEN*

12.09. 19:30 heures
Centre Culturel „Schéiss“
dans le centre ville à Belair
142, Val-Sainte-Croix
1370 Luxembourg / Belair

MANIFESTATION DE CLÔTURE AVEC LUC FRIEDEN*

05.10. 19:30 heures
au HITCH
au Limpertsberg
21-25, Allée Scheffer
2520 Luxembourg / Limpertsberg